



Direction départementale
de la cohésion sociale et de la
protection des populations

PREFET DE LA SAVOIE

Service protection et santé
animales et installations classées
pour la protection de
l'environnement

ARRÊTÉ PREFECTORAL portant mise en demeure

**Société MT TECHNOLOGY à Saint Michel de Maurienne, ancienne fonderie de métaux
représentée par le liquidateur judiciaire SCP BTSG (Maître Gorrias)**

Commune de Saint Michel de Maurienne

LE PREFET DE LA SAVOIE

Chevalier de l'ordre national de la Légion d'honneur,

Vu le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L. 172-1, L.511-1, L.514-5;

Vu l'article R 512-39-1 du code de l'environnement relatif à la notification de cessation d'activité d'un site qui précise les mesures à prendre et notamment celles du paragraphe III : « En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3. » ;

Vu l'arrêté préfectoral du 2 décembre 1993 modifié par l'arrêté du 31 mars 2004, réglementant l'ensemble des activités du site ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 juin 2008, portant des prescriptions complémentaires, et notamment en matière de sites et sols pollués ;

Vu le jugement du tribunal de commerce du 11 avril 2016 qui désigne la société BTSG, représentée par Maître Stéphane Gorrias, en tant que liquidateur judiciaire de la société MT TECHNOLOGY ;

Vu le courrier du liquidateur du 14 avril 2016 adressé au Préfet de la Savoie, l'informant de la cessation d'activité du site ;

Vu le courrier du Préfet du 27 mai 2016, adressé au liquidateur judiciaire, l'informant des obligations lui incombant en matière de cessation d'activités, conformément aux articles R 512-39-1 à 3 du code de l'environnement, en particulier qu'il lui appartient d'effectuer rapidement la mise en sécurité du site, notamment en faisant évacuer les déchets et produits dangereux présents sur le site et en complétant le dossier de cessation d'activité par un diagnostic actualisé des sols et eaux souterraines ;

Vu le courrier du liquidateur judiciaire du 6 juin 2016, adressé au Préfet de la Savoie du commencement de l'évacuation de certains déchets (boues d'enduits, liqueurs d'urée), de sa recherche d'évacuation du fuel lourd présent sur le site et de son impossibilité de procéder à ce moment précis à la réalisation d'un diagnostic environnemental ;

Vu l'ordonnance du tribunal de commerce du 18 juillet 2016 autorisant le liquidateur judiciaire à céder les actifs (matériels présents sur le site) à la société Platinum Industrial Plant and Machinery (PIPM France) pour un montant de 609 000 Euros TTC ;

Vu le courrier du liquidateur judiciaire du 28 août 2016, adressé au Préfet de la Savoie, lui transmettant un état des lieux succinct du site sur le plan environnemental ;

Vu l'inspection du site réalisée le 30 septembre 2016 au cours de laquelle il a été constaté que les déchets générés par les activités exercées sur le site n'ont été évacués que partiellement ;

Vu le courrier du 30 janvier 2017 informant Maître Stéphane Gorrias, liquidateur judiciaire, du projet d'arrêté de mise en demeure et l'invitant dans le cadre de la procédure contradictoire, à faire part de ses observations au préfet de la Savoie dans un délai maximal d'un mois ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport du 30 janvier 2017 et du projet d'arrêté de mise en demeure ;

Considérant que lors de la visite d'inspection en date du 30 septembre 2016, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a notamment constaté les faits suivants :

- la mise en sécurité totale du site n'a pas été réalisée, notamment en évacuant l'ensemble des produits dangereux et déchets présents sur l'ensemble du site ;
- les big-bags de fines d'égrappage et de grenailage, auparavant situés sur un terrain communal, ont été déplacés, et ces déchets ont été mis en cordon le long du ruisseau, entre le terrain communal et l'établissement ;
- l'électricité n'est pas coupée sur le site et certaines machines restent connectées électriquement.

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions des l'article R512-39-1-III du code de l'environnement ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société MT TECHNOLOGY, représentée par son liquidateur judiciaire, Maître Stéphane Gorrias, de respecter les dispositions des articles susvisés, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture de la Savoie ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} :

La société MT TECHNOLOGY, représentée par son liquidateur judiciaire, Maître Stéphane Gorrias, qui exploitait une installation de fonderie de métaux, sur la commune de Saint Michel de Maurienne est mise en demeure de respecter dans les délais fixés ci-après, les dispositions de l'article R 512-39-1-II et III et de l'article R 512-39-3 du code de l'environnement, relatif à la mise en sécurité du site et à l'évacuation des déchets :

- en mettant en sécurité le site, en particulier en coupant, sans délai, l'alimentation électrique de celui-ci ;
- en évacuant les produits et déchets encore présents sur le site ainsi que les déchets situés entre le terrain communal et l'établissement (délai de trois mois). Dans ce même délai, le liquidateur fournira les bordereaux de suivis des déchets évacués;
- en complétant le dossier de cessation d'activité par un diagnostic actualisé des sols et des eaux souterraines (délai de trois mois).

ARTICLE 2 :

Les délais fixés à l'article 1^{er} du présent arrêté s'entendent à compter du jour de sa notification.

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre du liquidateur judiciaire les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté est notifié au liquidateur judiciaire, Maître Gorrias, de la société BTSG, représentant la société MT TECHNOLOGY.

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, à savoir, le tribunal administratif de Grenoble, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par le liquidateur judiciaire Maître Gorrias de la société BTSG dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

ARTICLE 4 :

Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Savoie, monsieur le Directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations et madame la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, en charge de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée à monsieur le maire de Saint Michel de Maurienne.

Chambéry, le 09 MARS 2017

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation,
La secrétaire générale,

Juliette TRIGNAT